

N° DP 23/1094

DECISION DU PRESIDENT

DELEGATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN AU PROFIT DE LA COMMUNE DU PRADET POUR L'ACQUISITION DE LA PARCELLE SITUEE AU PRADET 37 RUE MAURICE RAVEL CADASTREE AD N°39

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, (dite "loi 3DS") et notamment l'article 71,

VU l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU n° 2020-84 du 24 décembre 2020 prononçant la carence définie par l'article L. 302-9-1 du Code de la Construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2017-2019 pour la commune du PRADET,

VU l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU n°2023-85 du 2 novembre 2023 renonçant à l'exercice du droit de préemption et autorisant l'exercice de ce droit par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour l'acquisition d'un bien sis au PRADET (83220) 37, rue Maurice Ravel en application de l'article L 210-1 du Code de l'Urbanisme,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Plan Local d'Urbanisme opposable de la Ville du PRADET,

VU la déclaration d'intention d'aliéner reçue le 28 septembre 2023 de la Direction Départementale des Finances Publiques en mairie du PRADET portant sur la vente par adjudication de la parcelle cadastrée section AD n° 39, située 37, rue Maurice Ravel dont la mise à prix est de QUATRE VINGT QUINZE MILLE EUROS (95 000,00 €),

VU les courriers électroniques de la Ville du PRADET en date du 4 et 9 octobre 2023 sollicitant de la Métropole la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain à leur profit, dans le cadre de la cession de la parcelle cadastrée section AD n°39 située sur la commune du PRADET (83220) 37, rue Maurice Ravel,

CONSIDERANT que la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est, depuis sa création le 1^{er} janvier 2018, compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et, à ce titre, titulaire du droit de préemption défini à l'article L. 210-1 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT que la Commune du PRADET a été déclarée en carence par arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2020-84 en application de l'article L. 302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation au titre de la période triennale 2017-2019, le 24 décembre 2020,

CONSIDERANT que l'exercice du droit de préemption sur la Commune du PRADET a été transféré au représentant de l'Etat dans le département depuis le 30 décembre 2020, date d'exécution de l'arrêté préfectoral précité,

CONSIDERANT qu'il résulte des dispositions de l'article L. 210-1 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme que pendant la durée d'application de l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N° 2020-84 du 24 décembre 2020, le droit de préemption est exercé par le représentant de l'Etat dans le département lorsque l'aliénation porte sur un des biens ou droits énumérés aux 1° à 4° de l'article L. 213-1 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT qu'il résulte également des dispositions de l'article L. 210-1 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme que le représentant de l'Etat dans le département peut, sur demande motivée de la collectivité territoriale initialement titulaire du droit de préemption et en vue d'un bien précisément identifié, renoncer pour lui-même à exercer ce droit et autoriser, par arrêté motivé ladite collectivité territoriale à exercer ce droit pour ce seul bien,

CONSIDERANT que par courriers électroniques ci-annexés du 4 et 9 octobre 2023, la Commune du PRADET a sollicité de la Métropole la délégation de l'exercice de son droit de préemption urbain pour l'acquisition du bien ci-dessus désigné,

CONSIDERANT que la demande de délégation de l'exercice du droit de préemption urbain de la ville du PRADET auprès de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le bien situé au PRADET (83220) 37, rue Maurice Ravel cadastré section AD n° 39, permet la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT que l'acquisition du bien concerné par le droit de préemption urbain, situé dans la zone UC du Plan Local d'Urbanisme en vigueur, se justifie au regard de la politique locale de l'habitat et de la stratégie foncière mise en œuvre par la commune du PRADET,

CONSIDERANT que l'acquisition de l'immeuble sis 37, rue Maurice Ravel se justifie au regard de la volonté de réaliser une réserve foncière et une mise en valeur du patrimoine bâti,

CONSIDERANT que cette acquisition répond aux objectifs de sécurité et de salubrité publique permettant d'initier un changement radical de l'image du quartier et faire du secteur un lieu sécurisé,

CONSIDERANT qu'il est donc opportun de déléguer l'exercice du droit de préemption urbain à la Ville du PRADET,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE DELEGUER à la Commune du PRADET, l'exercice du droit de préemption urbain pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section AD n° 39 située sur la commune de PRADET, 37, rue Maurice Ravel.

ARTICLE 2

DE CHARGER Madame la Directrice Générale des Services de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée :

- A la Ville du PRADET
- A la DDTM du Var.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.



La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **14 NOV. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme

Ministère chargé
de l'urbanisme

(Article A 213.1 du Code de l'urbanisme)

**Déclaration d'intention
d'aliéner un bien (1)**



Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme (2)) ☒

Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (articles L.212-1- et suivants du Code de l'urbanisme (3)) ☐

Compris dans une zone de préemption délimitée au titre des espaces naturels sensibles de départements (articles L. 142-1- et suivants du Code de l'urbanisme(4)) ☐

**Demande d'acquisition
d'un bien (1)**



Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.) (2) ☐

Compris dans une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) (3) ☐

Cadre réservé à l'administration

Date de réception

Numéro d'enregistrement

Prix moyen au m²

28/09/2023

083 098 230 146

A. Propriétaire(s)

Personne physique

Nom, prénom

Profession (facultatif) (5)

Personne morale

Dénomination

Forme juridique

Nom, prénom du représentant

Adresse ou siège social (6)

N° voie

Extension

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou boîte postale

Code postal

Localité

Si le bien est en indivision, indiquer le(s) nom(s) de l' (des) autres co-indivisaires et sa (leur) quote-part (7):

Directeur Départemental de Finance Publique
Curateur à la succession vacante de =
Paul MICALACI
Colette GIANETTI ép. MICALACI

15
Rue Dehille
06000

NICE

Bis

B. Situation du bien (8)

Adresse précise du bien

N° voie

Extension

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou boîte postale

Code postal

Localité

Superficie totale du bien

Références cadastrales de la ou les parcelles

Section

N°

Lieu-dit (quartier, arrondissement)

Superficie totale

AD

39

Lieu-dit "37 Rue Maurice
Ravel"
Quartier du Clos Meunier

5a 83ca

Plan(s) cadastral(aux) joint(s)

OUI ☐

NON ☒

C. Désignation du bien

Immeuble

Non bâti ☐
propriétaire ☐

Bâti sur terrain propre ☒

Bâti sur terrain d'autrui, dans ce cas indiquer nom et adresse du

Occupation du sol en superficie (m²)

Terres

Prés

Vergers

Vignes

Bois

Landes

Carrières

Eaux

Jardins

Terrains à bâtir

Terrains d'agrément

Sol

Bâtiments vendus en totalité (9) ☐

Surface construite au sol (m²)

Nombre de Niveaux ☐ :

Vente en lot de volumes ☐

Locaux dans un bâtiment en copropriété (10) ☐

Surface utile ou habitable (m²)

Appartements ☐ :

Autres locaux ☐ :

Maison
124,88 m²

N° du lot	Bâtiment	Etage	Quote-part des parties communes	Nature et surface utile ou habitable		Le bâtiment est achevé depuis :	Plus de 10 ans	<input type="checkbox"/>
							Moins de 10 ans	<input type="checkbox"/>
						Le règlement de copropriété a été publié aux hypothèques depuis :	Plus de 10 ans	<input type="checkbox"/>
							Moins de 10 ans	<input type="checkbox"/>

En cas d'indivision, quote-part du bien vendu :

Droits sociaux (11)

Désignation de la société :

Désignation des droits :

Nature

Nombre

Numéro des parts

D. Usage et occupation (12)

Usage

habitation ☒ professionnel ☐ mixte ☐ commercial ☐ agricole ☐ autre (préciser) : ☐

Occupation

par le(s) propriétaire(s) ☐ par un (des) locataire(s) ☐ sans occupant ☐ autre (préciser) : ☒

Le cas échéant, joindre un état locatif

E. Droits réels ou personnels

Grevant les biens

OUI ☒ NON ☐

Préciser la nature

Hypothèque

Indiquer si rente viagère antérieure :

F. Modalités de la cession

1 - Vente amiable

Prix de vente ou évaluation (en lettres et en chiffres)

Dont éventuellement inclus :

Mobilier

Cheptel

Récoltes

Autres

Si vente indissociable d'autres biens

Adresse précise du bien

(description à porter en annexe) :

Modalités de paiement :

comptant à la signature de l'acte authentique ☐ à terme (préciser) ☐

si commission, montant : ☐

TTC ☐ HT ☐ A la charge de : Acquéreur ☐ vendeur ☐

Paiement en nature ☐

Désignation de la contrepartie de l'aliénation

Évaluation de la contrepartie

Rente viagère ☐

Montant annuel

Montant comptant

Bénéficiaire(s) de la rente

Droit d'usage et d'habitation (à préciser) ☐

Évaluation de l'usage ou de l'usufruit

Vente de la nue-propriété (à préciser) ☐

Echange ☐

Désignation des biens reçus en échange

Montant de la soulte le cas échéant

Propriétaires contre-échangistes

Apport en société ☐

Bénéficiaire

Estimation du bien apporté

Cession de tantième de terrains contre remise de locaux à construire ☐

Estimation du terrain

Estimation des locaux à remettre

Location-accession - Estimation de l'immeuble objet de la location-accession ☐

2 - Adjudication (13)

Volontaire ☐ Rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire ☒

Mettant fin à une indivision ne résultant pas d'une donation-partage ☐

Date et lieu de l'adjudication 11/01/24 Montant de la mise à prix

TJ - 15 H

95 000 €

G. Les soussignés déclarent :

Que le(s) propriétaire(s) nommé(s) à la rubrique 1

Demande(nt) au titulaire du droit de préemption d'acquiescer les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués (14) ☐

A (ont) recherché un acquiesceur disposé à acquiescer les biens désignés à la rubrique 3 aux prix et conditions indiqués ☐

Nom, prénom de l'acquiesceur (15)

Profession (facultatif)

Adresse

N° voie

Extension

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou boîte postale

Code postal

Localité

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquiesceur (facultatif) (16)

Qu'il est chargé de procéder à la vente par voie d'adjudication comme indiqué à la rubrique F-2 des biens désignés à la rubrique C appartenant a(ux) propriétaire(s) nommé(s) en A ☐

A Toulon

Le 25/9/23

Signature et cachet s'il y a lieu



H. Rubrique à remplir si le signataire n'est pas le propriétaire (17) :

Nom, prénom

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON

Qualité

JEX IMMOBILIER

04 - 94 - 09 - 60 - 86

Adresse

N° voie

Extension

Type de voie

Place

Nom de voie

Gabriel Péri

Lieu-dit ou boîte postale

CS 90506

Code postal

83041

Localité

TOULON Cedex 9

I. Notification des décisions du titulaire du droit de préemption (18) :

Toutes les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption devront être notifiées :

A l'adresse du (des) propriétaire(s) mentionné(s) à la rubrique A ☐

A l'adresse du mandataire mentionnée à la rubrique H, adresse où le(s) propriétaire(s) a (ont) fait élection de domicile ☐

J. Observations

K. Cadre réservé au titulaire du droit de préemption :

MAILLET FEBBRAIO Anne sophie

De: LAURO Corinne
Envoyé: lundi 9 octobre 2023 16:05
À: HUMMEL Claire; foncier
Cc: MANDELLI Michel; Marie-Laure Charry; Jean-François Planes; 'urbanisme@le-pradet.fr'; SOULE-SUSBIELLES Julie; MAILLET FEBBRAIO Anne sophie
Objet: RE: Fichier DIA - semaine 39

Bonjour Claire,

Voici les éléments justifiant de la demande de restitution du DPU.

« Dans la cadre de la stratégie foncière mise en place par la commune, ce terrain de 583 m² situé en hyper -centre, zone UC du PLU constitue une opportunité intéressante.

En effet, il supporte une maison inhabitée et squattée depuis plusieurs années qui, à notre connaissance, fait l'objet de malfaçons et devra être détruite. Cet état de fait engendre depuis longtemps des problèmes de sécurité et de salubrité publique et son acquisition par la commune permettra une sécurisation du secteur.

Ce terrain, mitoyen d'un petit collectif en R+1, permet une constitution de réserves foncières dans le cadre de sa politique locale de l'habitat et une mise en valeur du patrimoine bâti.

Dans le cadre de cette vente par adjudication, le prix du foncier sera intéressant et maîtrisé ».

Je reste à ta disposition et t'en remercie par avance,

Cordialement.

Corinne LAURO
DGA Finances et Moyens
Direction Immobilier et Foncier
Service Action Foncière
04.94.36.48.79



De : LAURO Corinne <clauro@metropoletpm.fr>

Envoyé : mercredi 4 octobre 2023 16:51

À : HUMMEL Claire <chummel@metropoletpm.fr>; foncier <foncier@metropoletpm.fr>

Cc : MANDELLI Michel <mmandelli@metropoletpm.fr>; Marie-Laure Charry <marie-laure.charry@le-pradet.fr>; Jean-François Planes <jean-francois.planes@le-pradet.fr>; 'urbanisme@le-pradet.fr' <urbanisme@le-pradet.fr>;

De : LAURO Corinne <clauco@metropoletpm.fr>

Envoyé : mercredi 4 octobre 2023 16:37

À : foncier <foncier@metropoletpm.fr>

Cc : HUMMEL Claire <chummel@metropoletpm.fr>; MANDELLI Michel <mmandelli@metropoletpm.fr>; Marie-Laure Charry <marie-laure.charry@le-pradet.fr>; Jean-François Planes <jean-francois.planes@le-pradet.fr>; 'urbanisme@le-pradet.fr' <urbanisme@le-pradet.fr>; SOULE-SUSBIELLES Julie <jsoule@metropoletpm.fr>

Objet : RE: Fichier DIA - semaine 39

Bonjour,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-annexé le bordereau des DIA 2023 enregistrées pour la commission Métropolitaine du **02/10/2023**.

(Dia reçues semaine 38) .

La DIA n° 146 (vente par adjudication) présente un intérêt communal. La commune souhaite se voir déléguer le DPU afin de pouvoir préempter à l'adjudication du 11.01.2024.

Bien cordialement

Corinne LAURO
DGA Finances et Moyens
Direction Immobilier et Foncier
Service Action Foncière
04.94.36.48.79



De : LAURO Corinne <clauco@metropoletpm.fr>

Envoyé : jeudi 28 septembre 2023 09:53

À : MAILLET FEBBRAIO Anne sophie <asmillet@metropoletpm.fr>; foncier <foncier@metropoletpm.fr>

Cc : HUMMEL Claire <chummel@metropoletpm.fr>; MANDELLI Michel <mmandelli@metropoletpm.fr>; Marie-Laure Charry <marie-laure.charry@le-pradet.fr>; Jean-François Planes <jean-francois.planes@le-pradet.fr>; 'urbanisme@le-pradet.fr' <urbanisme@le-pradet.fr>

Objet : RE: Fichier DIA - semaine 38

Bonjour,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-annexé le bordereau des DIA 2023 enregistrées pour la commission Métropolitaine du **02/10/2023**.

(Dia reçues semaine 38)

Bien cordialement

Corinne LAURO
DGA Finances et Moyens
Direction Immobilier et Foncier
Service Action Foncière

Toulon le 28 OCT 2023

Jean Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Monsieur MAHE Philippe
Préfet du Var
Préfecture du Var
Boulevard du 112^{ème} Régiment d'Infanterie
CS 31209
83070 TOULON cedex

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens

Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Affaire suivie par :
Anne-Sophie MAILLET-FEBBRAIO
Tél : 04.94.05.57.93

N/Réf : JPG/VP/CW/CH/MM/ASM/2023- n°0639

V/Réf : M. SALVAT Henri / Chef du service Habitat et Rénovation urbaine
DDTM du Var

OBJET : DIA 146 sur la propriété bâtie sise 37, Rue Maurice Ravel-LE PRADET
Article 71 de la loi 3DS – demande d'autorisation de déléguer le DPU

Monsieur Le Préfet,

J'ai été informée par mes services d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) portant sur un bien immobilier situé sur la commune du Pradet, sise 37 Rue Maurice Ravel, cadastré section AD n° 39, classé en zone UC au Plan Local d'Urbanisme de la ville, zone mixte à dominante résidentielle dédiée à l'habitat individuel et aux petits collectifs.

La commune a sollicité de la part de la métropole, la délégation du droit de préemption urbain.

Dans le cadre de sa politique locale de l'habitat et de la stratégie foncière mise en œuvre par la commune, elle décèle dans l'acquisition de cette parcelle par voie de préemption, une opportunité pour lui permettre de constituer une réserve foncière et une mise en valeur du patrimoine bâti.

En effet, ce terrain de 583 m², mitoyen d'un petit collectif en R+1, situé en hyper-centre, constitue une opportunité intéressante.

Il supporte une maison inhabitée et squattée depuis plusieurs années qui devra faire l'objet d'un permis de démolir. Par ailleurs, cette situation engendre depuis longtemps des problèmes de sécurité et de salubrité publique dans le quartier, difficultés auxquelles la commune souhaite répondre par l'acquisition de ce bien en sécurisant le secteur.

Enfin, cette vente intervient dans le cadre d'une adjudication forcée. La DIA notifiée, au prix de QUATRE VINGT QUINZE MILLE EUROS (95.000, - €), reçue le 28 septembre 2023, qui informe le

titulaire du droit de préemption du montant de la mise à prix et de la date à laquelle le bien doit être adjudgé, laissera la possibilité à la commune de se substituer à l'adjudicataire si le montant de l'enchère est conforme au prix du marché.

Ainsi, au regard de la reprise du droit de préemption par l'Etat aux termes de l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2020-84 en vigueur sur la commune du Pradet, la métropole sollicite la restitution de l'exercice du droit de préemption urbain, comme en dispose l'article 71 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, afin de le déléguer à la commune.

Aussi, je vous saurais gré d'accepter de mettre en œuvre ce dispositif pour permettre la réalisation de ce projet d'intérêt général.

Mes services sont à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Comptant sur votre accompagnement bienveillant sur ce dossier, je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée




**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

02 NOV. 2023

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DDTM/SHRU/N°2023- 85 du
autorisant l'exercice du droit de préemption urbain par la métropole
Toulon Provence Méditerranée,
pour l'acquisition d'un bien sis 37 rue Maurice Ravel sur la commune du Pradet
en application de l'article L.210-1 du code de l'urbanisme.

Le préfet du Var,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.302-5; L.302-8 et L.302-9-1 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.210-1 alinéa 2, L.213-1 et suivants, L.321-1 à L.321-13 et R.213-3 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et son article 149 ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, et son article 71 ;

Vu l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2020-84 du 24 décembre 2020 prononçant la carence de la commune du Pradet dans la réalisation des objectifs de production de logements sociaux au cours de la période triennale 2017-2019 ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune du Pradet approuvé le 21 décembre 2011, partiellement annulé et modifié ;

Vu la délibération n°18/10/312 du conseil métropolitain du 25 octobre 2018 relative à l'instauration du droit de préemption urbain ;

Vu la délibération n°22/06/177 du conseil métropolitain du 28 juin 2022 relative à la redéfinition du champ d'application du droit de préemption urbain ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) n° 146/2023 souscrite par le Juge de l'exécution (JEX) immobilier, Tribunal judiciaire de Toulon, Place Gabriel Péri CS 90506 – 83 041 TOULON Cedex 9, reçue en mairie du Pradet le 28 septembre 2023, portant sur la vente d'un bien sis 37 rue Maurice Ravel, Quartier du Clos Meunier au PRADET (83220), sur la parcelle cadastrée AD 39, selon les modalités stipulées dans la DIA ;

Vu le courrier du président de la métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 25 octobre 2023 motivant la nécessité d'acquérir le bien objet du présent arrêté ;

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article L.210-1 alinéa 2 du code de l'urbanisme que pendant la durée d'application de l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2020-84 du 24 décembre 2020, le droit de préemption est exercé par le représentant de l'État dans le département lorsque l'aliénation porte sur un des biens ou droits énumérés aux 1° à 4° de l'article L.213-1 du code de l'urbanisme, affecté au logement ou destiné à être affecté à une opération ayant fait l'objet de la convention prévue à l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Considérant qu'il résulte également des dispositions de l'article L.210-1 alinéa 2 du code de l'urbanisme que le représentant de l'État dans le département peut, sur demande motivée de la collectivité territoriale initialement titulaire du droit de préemption et en vue d'un bien précisément identifié, renoncer pour lui-même à exercer ce droit et autoriser, par arrêté motivé, la dite collectivité territoriale à exercer ce droit pour ce seul bien ;

Considérant que l'acquisition du bien sis 37 rue Maurice Ravel, Quartier Clos Meunier – 83220 LE PRADET, permettrait à la commune de constituer une réserve foncière et une opération de sécurisation dudit quartier ;

Considérant le délai de 1 mois à compter de l'adjudication au Tribunal judiciaire de Toulon (audience prévue le 11 janvier 2024 à 15 h) ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE

Article 1 : L'État renonce à exercer son droit de préemption en application de l'article L.210-1 du code de l'urbanisme, pour la partie inscrite dans le périmètre de droit de préemption simple conformément à l'article L.213-1-2 du code de l'urbanisme, et autorise la métropole Toulon Provence Méditerranée à exercer ce droit de préemption pour l'acquisition du bien défini à l'article 2.

Article 2 : Le présent arrêté concerne la parcelle cadastrée AD 39 inscrite dans le périmètre de droit de préemption urbain simple, sise 37 rue Maurice Ravel, Quartier Clos Meunier – 83220 Le Pradet et composée d'une maison d'habitation de 124,88 m².

Article 3 : Le bien acquis doit être utilisé en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

L'acquisition de ce bien s'inscrit dans le cadre de la politique locale de l'habitat et la stratégie foncière mise en œuvre par la commune du Pradet.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Fait à Toulon, le

02 NOV. 2023

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,


LUCIEN GIUDICELLI

États et voies de recours :

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Toulon. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Var. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.